



Munich Personal RePEc Archive

Attempt to justify the growth of public expenditure in Cameroon

Foueka, Romuald

University of Yaounde 2

9 September 2009

Online at <https://mpa.ub.uni-muenchen.de/40822/>
MPRA Paper No. 40822, posted 19 Sep 2012 22:31 UTC

**ESSAI DE JUSTIFICATION DE LA CROISSANCE DES DEPENSES PUBLIQUES
AU CAMEROUN
*FOUEKA ROMUALD¹***

RESUME

Notre étude identifie les facteurs qui fondent l'évolution des dépenses publiques au Cameroun. Plus spécifiquement il s'agit d'analyser les principaux déterminants de la croissance des dépenses publiques au Cameroun. Les résultats empiriques indiquent, à partir d'un modèle de déséquilibre où les aspects d'offre et de demande de dépenses publiques sont pris en compte simultanément, que le niveau de vie appréhendé à partir du revenu réel, est le principal facteur qui explique la demande. Ce qui valide la loi de Wagner dans le cas du Cameroun. Du côté de l'offre, les facteurs tels que l'effet de Baumol et le montant des taxes et impôts ont une influence significative.

Mots clés: Dépense publique, modèle de déséquilibre, loi de Wagner, effet de Baumol.

ABSTRACT

Our study identifies factors which base evolution of public expenditure to Cameroon and their effects on wellbeing of individuals. More specifically it is a question of analyzing principal determinants of growth of public expenditure in Cameroon. The empirical results indicate that, starting from a model of unbalance where aspects of supply and demand of public expenditure are taken into account simultaneously, which standard of living apprehended starting from real income, is principal factor which explains the request. This validates Wagner's law in case of Cameroon. Side of offer, factors such as effect Baumol and the amount of taxes have a significant influence.

Keys words : Public expenditure, Unbalance's model, Wagner's law, Baumol's effect.

Classification JEL: C32, H50, O55.

¹ Doctorant à l'Université de Yaoundé II, BP 1536 Yaoundé, foueka@yahoo.fr.

CONTEXTE DE L'ETUDE ET PROBLEMATIQUE

Les économies africaines ont traversé une crise économique, financière et sociale au cours des années 80, ayant débouché sur un endettement excessif de ces pays qui les rendait insolvables. Le poids de la dette extérieure des pays africains est au demeurant tel qu'un véritable consensus est désormais établi à cet égard, à savoir la nécessité de renforcer et d'élargir l'accès au mécanisme d'allègement de la dette, mécanisme dit de l' « initiative pour les pays pauvres très endettés » (PPTE)². Au début de l'année 2002, 24 pays pour la plupart africains avaient conclu selon le FMI des accords d'allègement de la dette dans le cadre de cette initiative qui représentaient à la fois des économies³ et d'énormes ressources financières⁴. Au-delà des flux financiers liés à l'allègement, selon Gupta et Shamsuddin (2008) entre 1980 et 2006 l'aide nette a été multipliée par cinq, les envois de fonds par neuf et l'investissement direct étranger par cinquante.

Il a été pendant longtemps admis par les économistes que les dépenses publiques étaient une variable exogène sur laquelle l'Etat pouvait agir pour influencer positivement les activités économiques d'un pays, surtout lorsque celui-ci se trouve en situation de récession. Cette vision qualifiée de keynésienne a pendant longtemps prévalu jusqu'à ce que soit traduite en anglais en 1958, les premiers travaux de Wagner (1883-1890). Ce dernier a présenté un modèle de détermination des dépenses publiques dans lequel les dépenses publiques sont endogènes au lieu d'être exogènes comme dans la vision keynésienne. Pour lui, la croissance des dépenses publiques est une conséquence naturelle du développement économique. En d'autres termes, le développement économique explique la croissance des dépenses publiques. Devenu populaire dans les milieux académiques après la traduction de 1958, plusieurs travaux empiriques ont à sa suite testé la relation entre la croissance des dépenses publiques et celle du produit⁵. Cependant, il y a eu plusieurs variantes à cette loi de Wagner, que plusieurs chercheurs ont interprétée à leur manière et qu'ils ont testée de façon empirique.

Par contre, d'autres chercheurs d'horizon divers⁶ au lieu d'interpréter à leur manière la loi de Wagner, ont plutôt cherché à trouver d'autres explications justificatives de la croissance des dépenses publiques. Il en ressort plusieurs dont la plus célèbre reste tout de même la loi de

² L'initiative PPTE a été créée par le FMI et la BM en 1996 et renforcée en 1999.

³ 0,8 milliards de dollars d'économies en 2001-03 par rapport à 1998-99.

⁴ En 2003, l'initiative PPTE a abouti à des allègements évalués à 52 milliards de dollars au cours des deux prochaines décennies pour 27 pays, principalement d'Afrique subsaharienne, leur permettant de fait de diminuer le service de leur dette de l'ordre de 1 milliard de dollars par an.

⁵ A titre d'illustration, on peut citer les travaux de Musgrave et Borcheding, d'Alcantara et Barten, Mueller...

⁶ École du bien-être néo-classique, école des choix publics, école du marché politique...

Wagner. Reconnaissons avec Gaudemet et Molinier⁷ qu'en présence de cette loi, il faut commencer par observer ce phénomène d'accroissement des dépenses publiques et d'en rechercher les causes puis il sera possible d'essayer d'en dégager les principales conséquences.

Dans le cas particulier du Cameroun, son entrée dans l'initiative PPTE date d'Octobre 2000 par l'admission au point de décision. L'allègement de la dette extérieure qui devait lui être accordée dès le point d'achèvement avait alors été estimé au point de décision à 1,3 milliard de dollars en valeur actuelle nette (VAN) représentant 27% de l'encours de la dette totale du pays. Cet allègement a été équitablement reparté entre les créanciers. Des créanciers multilatéraux, il était attendu 0,322 milliard de dollar en VAN représentant 25% de l'allègement contre 0,879 milliard de dollar soit 69% de l'allègement escompté de tous les créanciers bilatéraux. Des créanciers bilatéraux membres du Club de Paris, la contribution initiale attendue était de 0,866 milliard de dollar en VAN contre 0,013 milliard de dollar en VAN pour les créanciers bilatéraux non membres du Club. Les créanciers commerciaux devaient accorder au Cameroun un allègement de 0,065 milliard de dollar en VAN représentant 5% de l'allègement total. Au cours de la période intérimaire, le pays a mobilisé des différents créanciers participant à l'initiative, environ 0,435 milliard de dollar (environ 230 milliards de FCFA) à travers le compte spécial PPTE auprès de la banque centrale. Le point d'achèvement de l'initiative PPTE a été atteint en Avril 2006. Le budget de l'Etat est dès lors passé de 1530 milliards en 2006 à 2800 milliards en 2012, soit une augmentation de 183% en six ans, ce qui représente une proportion estimée de plus de 23% du PIB en 2011, contre 17% en 2006. Pour justifier l'accroissement des dépenses publiques au Cameroun, Tamba (2005) avance le point de vue du soutien étatique aux stratégies fondatrices de développement dans les pays de la CEMAC. En particuliers Tamba (2005) apprécie ce soutien de deux manières : par la part des dépenses publiques dans le PIB selon la grille de lecture de Wagner et par le taux du crédit intérieur⁸. On s'aperçoit qu'au Cameroun, une large partie de la richesse nationale passe par les mains de la puissance publique⁹ comme le reconnaissait déjà Weber (1978) dans un cadre général que : « *l'Etat est universellement devenu le plus important agent d'affectation de ressources* ». La compétitivité de la nation est liée à l'efficacité de l'administration et il est essentiel de tout faire pour renforcer celle-ci.

⁷Gaudemet P.M. et Molinier J. (1996) : Finances publiques, 7^e éd, Montchrestien

⁸ C'est le volume du crédit intérieur brut octroyé aux entreprises publiques en pourcentage du PIB.

⁹ Le pourcentage des dépenses publiques sur le PIB se situe, depuis les années 2000, aux alentours de 20%.

Comme le démontre le rapport 2008 de la BAD pour le Cameroun, la dépense publique, tant par son niveau que par sa composition et sa qualité, exerce au Cameroun un impact très faible à la fois sur la croissance et sur la réalisation des OMD. Les marges de manœuvre du côté de la dépense publique apparaissent donc comme considérables.

L'étude que nous entendons mener est donc importante et devrait enrichir la littérature économique au Cameroun en répondant à la question suivante : Quelles sont les déterminants de la croissance des dépenses publiques au Cameroun ?

REVUE DE LA LITTERATURE

Au regard de la littérature économique, plusieurs analyses ont été faites quant à ce qui concerne les dépenses publiques. Il existe un fait irrémédiable à savoir celui de la croissance des dépenses publiques dans la plupart des pays du monde et plusieurs explications théoriques ont été évoquées dont la plus célèbre est la « *loi dite de Wagner*¹⁰ ». Parmi les nombreux facteurs qui ont contribué à faire des dépenses publiques un champ d'études important, deux paraissent prédominants¹¹ :

- En premier lieu, le développement des interventions publiques dans de nombreux secteurs de l'économie jusque là considérés comme le domaine exclusif de l'initiative privée a entraîné une rapide expansion des dépenses publiques, au point que la part des dépenses publiques dans le PIB est supérieur à 30% dans de nombreux pays.
- En second lieu les économies acceptaient de moins en moins volontiers l'hypothèse selon laquelle la structure fondamentale de l'économie était celle d'une concurrence libre dans le jeu de laquelle les interventions des pouvoirs publics représentaient un inconvénient nécessaire mais mineur pour les prises de décision privées. Avec le développement des systèmes de transferts sociaux, se trouvent alors définies les conditions dans lesquelles les interventions publiques dans une économie de marché sont justifiées. Les notions de prises collectives de décision, de facteurs externes, de comparaison entre les avantages dont jouissent les particuliers ou la collectivité, ont été introduites dans la théorie et la pratique des finances publiques. Au même moment, les responsables des questions budgétaires ont commencé à reconnaître l'importance de l'application de l'analyse économique aux décisions en matière de dépenses publiques.

¹⁰ Encore appelée loi de l'accroissement de l'activité de l'Etat.

¹¹ Cf. FMI : « Dépenses publiques : fondement et structures », institut du FMI.

Jusqu'aux environs de 1960, les dépenses publiques étaient un domaine relativement négligé de l'étude d'ensemble des finances publiques. Depuis lors, on attache une attention considérable aux différents aspects des dépenses publiques en essayant de redresser le déséquilibre résultant de l'accent mis dans le passé sur le rôle de la fiscalité dans l'économie. C'est ainsi que de nombreuses idées furent émises pour expliquer la croissance des dépenses publiques. Reconnaissons avec Bernard (1985) dans son ouvrage d'économie publique que, les justifications théoriques ont été cherchées tantôt du côté de l'offre, tantôt du côté de la demande des biens publics non marchands. Ce n'est que la judicieuse recommandation de VPGandhi¹² au congrès international de finances publiques (Edinburgh, 1976) de considérer les deux aspects de façon interdépendante ainsi que leurs effets sur le reste de l'économie.

Dans l'optique de l'offre des services publics, plusieurs explications théoriques sont avancées pour expliquer la croissance des dépenses publiques à savoir : (i) *la thèse de BAUMOL ou thèse de différence de productivité* : Si certaines activités ne peuvent économiser du travail autant que d'autres, et s'il est nécessaire de rémunérer ce travail à peu près de la même manière quel que soit le secteur où il est mobilisé, le coût de certaines activités augmentera plus vite que d'autres, ces activités absorbant alors une part croissante du revenu national. La production de services publics non marchands connaît en effet de faibles gains de productivité et c'est aussi ce qui peut expliquer le développement des dépenses publiques. Même à activité publique inchangée, son coût relatif augmenterait. Il existe des activités où on ne peut pas économiser du travail et réaliser des gains de productivité correspondants, alors que c'est le cas dans le reste de l'économie. Baumol remarquait alors qu'une part centrale des interventions croissantes de l'Etat ont porté sur des activités telles que l'éducation, la santé, le bien-être, la culture, autant d'activités où les gains de productivité sont faibles sinon absents ;

(ii) *l'effet de déplacement de Peacock et Wiseman* montre que l'accroissement des dépenses publiques qui s'est produit en temps de guerre avait permis de maintenir en permanence un niveau plus élevé de dépenses civiles. Ces derniers sont d'avis que de tels accroissements des activités de l'Etat possèdent 03 effets : un *effet de déplacement*¹³, un *effet de concentration*¹⁴

¹² Citée dans Bernard (1985) : Economie publique, Economica

¹³ En période de stabilité, les considérations de fiscalité ont plus d'influence sur la taille du secteur public et son taux de croissance que les conceptions relatives à l'accroissement souhaitable des dépenses. Il peut donc y avoir une divergence persistante entre les concepts de dépenses souhaitables et ceux de limitation du niveau de la fiscalité. Cette divergence peut être réduite par les événements comme les guerres qui peuvent, par un *effet de déplacement*, amener les revenus et les dépenses publiques à de nouveaux niveaux.

et les guerres ou événements majeurs forcent souvent les gouvernements et la population à prendre mieux conscience de certains problèmes, il y a là *un effet de contrôle* qu'on ne doit pas sous-estimer. Bird (1972) complète la thèse de l'effet de déplacement, en signalant une évolution contrainte par un *effet de Cliquet*. L'effet de Cliquet impliquerait le maintien des dépenses publiques exceptionnelles caractérisant l'effet de déplacement en périodes de crises ou de guerre. Le rythme de dépenses exceptionnelles se maintient même après le retour à une période économique stable ; les dépenses stratégiques militaires ou spécifiques de relance se transformant dès lors en nouvelles dépenses sous forme de transferts supplémentaires ;

(iii) *Les éléments de la théorie de la bureaucratie*, le pouvoir administratif met en évidence le passage de l'échange volontaire à la dérive bureaucratique à cause du théorème d'impossibilité d'Arrow, un ensemble de logiques individuelles ne peut pas conduire à une rationalité collective. Dès lors, le risque est grand de voir, au mépris de la démocratie, les choix publics correspondre davantage aux préférences des dirigeants qu'à une expression de la volonté populaire. La classe dirigeante peut alors se servir des dépenses publiques pour assurer la réalisation de ses objectifs et la défense de ses intérêts propres. Cette dérive bureaucratique peut également s'expliquer en faisant recours à la théorie économique de la bureaucratie. Cette théorie résulte de la conjonction d'approches sociologiques de la bureaucratie soutenue par Weber et d'analyses managériales des grandes firmes transposées aux administrations. Cette conception managériale se traduit plus aisément en termes économiques que la conception wébérienne et a vu le jour aux Etats-Unis dans les années 70 avec les travaux de Niskanen (1968 et 1971), de Migue-Belanger et de Miller. Le modèle de Niskanen décrit la situation d'une administration produisant un seul bien public en quantité q sous un certain nombre d'hypothèses¹⁵, le modèle montre comment l'optimum bureaucratique diffère de l'optimum parétien. En particulier, le modèle montre les excès de production dans les administrations bureaucratiques, car celles-ci essayent surtout de maximiser leur budget. Les fonctionnaires disposant d'une information privilégiée et désireux d'accroître leur pouvoir, ont tendance à surestimer les montants de leurs besoins en investissements sans souci

¹⁴L'effet de déplacement s'accompagne de l'apparition d'un *processus de concentration* apportant des changements dans l'importance relative des administrations centrales et des autorités locales, les premières assumant des attributions publiques nouvelles tout en s'attribuant des fonctions jusqu'alors exercées par les autorités locales.

¹⁵ H1 : le budget $B(q)$ que le politique va allouer au bureaucrate est l'utilité totale que le politique retire d'un niveau de production égal q .

H2 : le bureaucrate maximise le budget.

H3 : si $C(q)$ est le coût de production. Le bureaucrate de Niskanen va respecter la condition $B(q) \geq C(q)$ tout en cherchant à maximiser son budget.

de leur efficacité, de sorte que le poids des dépenses budgétaires ne fait que croître de période en période, sans que l'intérêt public ne le justifie. Selon Niskanen, les organismes publics croissent du fait de leur inefficacité et du désir de puissance de leurs dirigeants (Delas, 2001).

(iv) la dernière contribution porte sur *la théorie de la capacité fiscale*. Musgrave (1969) et Kau et Raubin (1981) considèrent plutôt les facteurs influençant l'offre des fonds publics comme déterminants du niveau des dépenses publiques. D'après ces auteurs, le niveau de développement d'un pays a un effet sur la capacité de percevoir des taxes. Musgrave (1986) suggère par exemple que, la contrainte imposée par la capacité de taxation est une variable qui détermine directement le niveau total des dépenses gouvernementales. Leur théorie est construite autour de l'argument de Friedman (1977) qui stipule que la possibilité de maximiser les revenus provenant des taxes est déterminée par la taille et par la forme d'une nation, et cela conduit à une croissance des dépenses publiques. Leur principal argument, pour expliquer la croissance de la part du secteur public, est le changement de technologie qui a conduit à une diminution dans les coûts de perception d'impôts.

D'un autre côté, les études ont été menées afin d'expliquer la croissance des dépenses publiques par la demande des biens publics. L'une des principales explications traditionnelles pour la justification de l'intervention gouvernementale est la présence d'économies externes. Lorsque l'action d'un individu ou d'une firme cause des effets (désirés ou non désirés) sur la fonction d'utilité ou sur l'ensemble des possibilités de production d'un autre individu ou d'une autre firme on est en présence d'économie externe. D'après Pigou (1946) l'intervention du gouvernement pour corriger les externalités, à l'aide des taxes et des subventions est suffisante pour justifier les dépenses gouvernementales. Cette idée est rapidement critiquée par Coase (1960) qui stipule que si les droits de propriété sont bien définis, les négociations privées entre les individus sont socialement efficaces, donc aucune intervention gouvernementale n'est nécessaire en cas d'économie externe. Dans la justification de la croissance des dépenses publiques selon l'approche de la demande, on y retrouve essentiellement la loi de l'accroissement de l'activité de l'Etat, la théorie de l'électeur médian et l'hypothèse des groupes d'intérêt.

(i) L'économiste Adolf Wagner¹⁶ (1835-1917) a énoncé une « *loi de l'extension croissante de l'activité publique* ». Le caractère déjà ancien de son analyse, et le fait qu'elle s'est vérifiée

¹⁶ A. Wagner était un économiste allemand, professeur d'économie politique à l'université de Berlin. Son œuvre est considérable et a porté fondamentalement sur la banque et le crédit. Mais il reste surtout célèbre par un

lui donnent un grand intérêt. Cette loi est un apport déterminant dans l'analyse de la progression séculaire des dépenses publiques. Elle exprime la progression plus rapide des dépenses publiques que la richesse produite au cours du temps. Il existe plusieurs variantes de cette loi dont cinq au moins méritent d'être notées : Selon la première version les dépenses publiques doivent croître plus rapidement que le PNB ; la seconde stipule que dans les économies en croissance, le ratio dépenses publiques de consommation/revenu national s'élève ; la troisième mentionne que lorsqu'un pays connaît une croissance accompagnée d'un développement, les activités du secteur public doivent augmenter d'un taux qui, une fois converti en dépenses, doit dépasser le taux de croissance du PNB par habitant. Quant à la quatrième version, il y aurait une élévation de la part du secteur public ou du ratio dépenses publiques/PNB lorsqu'un pays passe d'un faible à un fort niveau de revenu par habitant. Enfin la cinquième version postule que le nombre par habitant des fonctionnaires du gouvernement s'accroît avec le revenu par habitant.

Des études ont été menées pour valider ou non la loi de Wagner. Les modèles utilisés diffèrent d'un auteur à l'autre. Les auteurs comme Musgrave (1959) et Borcheding (1977a) pour les Etats-Unis, d'Alcantara et Barten (1976) pour la CEE ont cherché à élucider la part des diverses variables pouvant agir sur la demande (à l'occurrence celle de l'électeur médian) et à la mesurer économétriquement. Borcheding construit son modèle sur une fonction de demande agrégée de type multiplicatif (style COBB-DOUGLAS)¹⁷. Il obtient sur la période 1902-1970 une somme d'élasticités supérieure à l'unité de sorte que la croissance des facteurs inclus de la relation pousse à une croissance plus forte de la dépense publique. Mais l'élasticité partielle de la dépense publique par rapport au revenu national par tête δ est nettement inférieure à l'unité ($\delta = 0,75$). Dans le même sens d'Alcantara et Barten (1976) construisent un modèle de demande notionnelle de dépenses publiques¹⁸. Pour une période allant de 1953 à 1972 ils obtiennent comme estimation économétrique pour l'élasticité

magistral traité de « services de finances publiques » en 4 volumes dans lequel il prône l'avènement d'un véritable « socialisme d'Etat ».

¹⁷ Ce modèle part de la demande de l'électeur médian et se présente comme suit :

$q = A\pi^{\eta}P^{\eta+1}Y^{\delta}N^{\theta+1}m^{\theta}$, q est la demande physique de biens publics par l'électeur médian ; P est le coût relatif moyen de ces biens ; Y est le revenu réel moyen par tête ; N est la population totale ; m les facteurs explicatifs résiduels (parmi lesquels les pressions bureaucratiques) et les exposants de cette relation sont les élasticités partielles de la demande de dépense publique par rapport à chacun de ces facteurs.

¹⁸ Cette demande, issue de la maximisation sous contrainte d'une fonction d'utilité collective de type CES, prend la forme logarithmique avec variables retardées.

partielle de la dépense publique civile par rapport à la consommation privée des valeurs nettement inférieures à l'unité¹⁹.

Contrairement aux travaux précédents des auteurs comme Ram (1987), Abizadeh et Yousefi (1988), Muller (1989), Henreckson et Lydbeck (1988), Dudley et Montmarquette (1992) utilisent des modèles de séries chronologiques pour tester la validité de la loi de Wagner. Il en ressort un plus ou moins consensus sur la validité de cette loi²⁰. Il semble, avec Bernard (1985), que l'effet de la croissance du revenu national sur la dépense publique soit moins déterminant que Wagner et bien d'autres ne l'ont affirmé, à partir du moment où l'on prend en soin de distinguer et de mesurer les effets d'autres facteurs non moins décisifs.

(ii) *l'hypothèse de l'électeur médian* qui peut être vue selon deux aspects : la demande de bien public par l'électeur-médian et la redistribution de revenu à l'électeur-médian. Il est communément admis que le gouvernement a le rôle de procurer les biens publics et de contribuer à éliminer les économies externes et que chaque citoyen a une demande pour le bien public. Selon le théorème du votant médian qui revient à Black (1948), c'est la demande des électeurs possédant le revenu médian qui détermine le niveau des dépenses publiques. Ce théorème suppose un seul bien public financé par des impôts proportionnels au revenu, l'utilisation de la règle majoritaire du vote et la distribution des préférences à un seul sommet. Peltzman (1980) quant à lui insiste sur l'importance de l' « électeur-médian » c'est-à-dire les classes moyennes qui ont tendance à utiliser des mécanismes politiques en vue d'accroître la production des biens collectifs, puisque ceux-ci les favorisent davantage que ne les frappent leurs contreparties fiscales²¹. Dans ce contexte, la réduction des inégalités sociales et la progression des classes moyennes constituent une source importante d'accroissement des dépenses publiques, ce qui confère un rôle décisif à l'électeur-médian. Cependant le gouvernement n'existe pas uniquement pour la fourniture des biens publics mais aussi pour la redistribution du revenu.

L'application la plus connue du théorème du votant médian pour l'analyse de la croissance des dépenses publiques est celle de Meltzer et Richard (1981, 1983). Ils suggèrent que c'est le

¹⁹ Pour la France 0,489, l'Italie (0,828) et le Royaume Uni 0,371 mais supérieure à l'unité pour l'Allemagne (1,175)

²⁰ Ram rejette l'hypothèse de Wagner sur un échantillon de 115 pays en coupe transversale, de même Muller ne trouve pas de relation positive entre les dépenses publiques et l'urbanisation, Abizadeh et Yousefi trouvent une relation positive entre la part des dépenses publiques et le PNB per capita, Dudley et Montmarquette vérifie l'hypothèse de Wagner : le revenu per capita a un effet positif sur la part des dépenses publiques.

²¹ En effet, la charge des prélèvements pèse proportionnellement plus sur les catégories aisées du fait de la progressivité de l'impôt sur le revenu et sur celles des plus défavorisées (du fait du mode de prélèvement des cotisations sociales et de l'importance de l'imposition sur la dépense).

votant médian qui détermine le niveau des dépenses publiques. Leur explication principale pour la croissance de la part publique à travers le temps vient à l'extension du droit de vote, ceux qui ce sont ajoutés à la liste électorale ont un revenu inférieur à la médiane. Pour eux, tous les revenus des électeurs qui sont inférieurs au revenu médian vont préférer voter en faveur de l'augmentation des transferts (bien-être social, pensions). De même si l'électeur-médian a une productivité inférieure à la moyenne, il a avantage à recevoir des revenus de transferts et donc à décider une redistribution, alors qu'il en va à l'inverse si sa productivité individuelle tend vers la moyenne.

(iii) *l'hypothèse des groupes d'intérêt*. Buchanan et Tullock (1962) ont avancé un argument qui n'est pas la redistribution de revenu au votant médian mais une redistribution aux groupes de pression dans la société. L'idée principale est que chaque groupe d'intérêt²² peut demander une réduction des taxes et des subventions plus élevées pour une minorité dans la société. Afin d'obtenir leurs bénéfices, ils peuvent promettre au gouvernement des votes aux prochaines élections. Becker (1983, p.384) démontre que cette concurrence entre les groupes de pression permet une allocation efficace des ressources du gouvernement. De même par le « marchandage politique » à la Buchanan et Tullock, les politiciens contribuent à la croissance des dépenses publiques. Les candidats aux élections ont tendance, pour attirer le maximum de votes possible, à multiplier les concessions faites aux électeurs et à élargir les programmes d'investissement et de soutien demandés par ceux-ci. Ceux au pouvoir, en vue de se faire réélire (Nordhaus 1975), ne peuvent qu'accroître les dépenses publiques en période préélectorale. Blais et Nadeau (1992) arrivent à démontrer que dans une année électorale les dépenses totales des gouvernements provinciaux canadiens augmentent de 1%. Cette hypothèse de redistribution de revenu aux groupes d'intérêt est traduite par Greffe (1994) comme la *thèse de la concentration différentielle des bénéfices et des coûts*. En même temps qu'elle se développait, l'école des choix publics a proposé une autre interprétation de la croissance des dépenses publiques que l'on trouve aussi bien chez Tullock que chez Stigler. Le point de départ est simple : l'Etat ne met pas en œuvre la production des biens à part, mais celle des biens normaux demandés par certains agents que d'autres. Mais comme le financement de ces biens est reparti entre tous les membres de la collectivité, nombreux sont les groupes de pression qui se constitueront, s'organiseront et/ou investiront pour que l'Etat entreprenne la production des biens qui leur profitent particulièrement.

²² Les unions, les corporations, d'autres organisations etc.

Jusqu'à présent, nous avons examiné séparément la demande et l'offre des biens publics. Toutes ces 02 approches supposent un modèle d'équilibre qui établit que : quand la demande est fixe, c'est l'offre qui varie et quand on considère uniquement l'offre c'est la demande qui s'ajuste. Il existe cependant une approche non traditionnelle qui permet à la demande et à l'offre d'exister à la fois. C'est-à-dire, qu'en certaines périodes, c'est la demande qui prédomine (choix des électeurs) et à d'autres moments, c'est la capacité d'offre du service public qui détermine le niveau des dépenses publiques. Comme le reconnaissait déjà Greffe (1994) d'une possible confrontation entre la demande et l'offre des biens publics pour expliquer la croissance des dépenses publiques. Ce qu'avait déjà fait Bernard (1985). Analyser la croissance des dépenses publiques par l'offre des fonds publics sans tenir compte de la demande, ou par la demande de biens publics sans tenir compte de l'offre, nous paraît incomplète et non pertinente.

Certains auteurs ont cherché à combler cette lacune. C'est le cas des auteurs suédois et canadiens²³. Tout récemment, pour expliquer la croissance des dépenses publiques au Canada Trottier (1995) intègre à la fois les aspects de l'offre et ceux de la demande en qualifiant son approche de « déséquilibre²⁴ ». L'approche mixte a pour apport fondamental de combiner à la fois l'offre et la demande en supposant qu'elles s'ajustent simultanément. Soucieux d'expliquer la croissance rapide des dépenses publiques en Suède, entre 1950 et 1983, Henrekson et Lybeck (1988) proposent un modèle dans lequel ils intègrent à la fois le côté de l'offre et de la demande, ce qui diffère des modèles de dépenses publiques antérieures. L'hypothèse avancée par les auteurs est qu'il n'y a pas de mécanisme de prix pour équilibrer l'offre et la demande, étant donné que les biens et services du gouvernement ne sont pas vendus sur le marché. Le résultat est que les quantités observées ne sont pas nécessairement en un point d'équilibre mais peuvent se situer sur l'offre ou sur la demande, d'où la nécessité d'utiliser un modèle de déséquilibre. Les auteurs utilisent trois équations pour définir leur modèle de déséquilibre, soit l'équation d'offre, de demande et de quantité observée (qui est le maximum de la demande et de l'offre). $G/Y = \text{MAX}(f(\text{demande}, \text{offre}))$ ²⁵. Lorsque l'offre est supérieure à la demande, ils supposent que c'est l'offre qui domine. Ils expliquent ce résultat en supposant que c'est les politiciens qui ont le pouvoir de décision et donc le surplus des ressources sera néanmoins dépensé. Mais quand la demande est supérieure à l'offre, c'est la

²³Henrekson et Lybeck pour les dépenses publiques en Suède, Dudley et Montmarquette pour le Canada

²⁴ Ou approche mixte.

²⁵Ceci est la condition du maximum.

demande qui détermine le niveau des dépenses publiques, puisque les politiciens et les bureaucrates répondent directement à l'augmentation de la demande même si cela peut entraîner un déficit.

Dudley et Montmarquette (1992) utilisent aussi l'approche de déséquilibre afin d'expliquer les dépenses publiques. Cependant, ils supposent que c'est le côté court qui détermine le niveau des dépenses publiques. Ils ne sont pas d'accord avec la condition du maximum qu'utilise Henrekson et Lybeck (1988), pour eux, si la capacité fiscale du gouvernement est supérieure à la demande des électeurs, alors c'est la demande qui détermine le niveau des dépenses publiques. Par contre, si la demande des électeurs dépasse la capacité fiscale du gouvernement, les dépenses véritables seront limitées par la capacité de financement. Les auteurs présentent un modèle de déséquilibre dans lequel ils incorporent à la fois, les éléments du choix de l'électeur et la capacité fiscale. $G/Y = \text{MINf}(\text{choixdesélecteurs}, \text{capacitéfiscale})$. Ils testent les trois approches possibles afin de choisir laquelle des trois expliquera le mieux le phénomène de croissance des dépenses publiques pour la période considérée.

DE L'ACCROISSEMENT DES DEPENSES PUBLIQUES AU CAMEROUN

Reconnaissons avec Tsafack (2005) que tous les arguments développés peuvent être retrouvés dans le cas du Cameroun et s'avèrent pertinentes pour l'analyse et la compréhension de l'évolution des dépenses publiques dans ce pays.

a) ANALYSE DESCRIPTIVE DE L'EVOLUTION DES DEPENSES PUBLIQUES AU CAMEROUN

L'observation de l'évolution des finances publiques de nombreux pays à travers le monde indique que cette étape est importante et de plus en plus incontournable, si l'on veut mobiliser la fortune publique pour l'affecter à une politique de construction de la société. Cette analyse consiste à apprécier le poids du secteur public dans l'économie qui peut prendre d'autres formes que la dépense publique telles que la réglementation ou l'existence d'entreprises publiques dont les dépenses ne sont pas comptabilisées dans les dépenses publiques, de même que les taux de prélèvement obligatoire. Comme l'indique le graphique 1, le total des dépenses publiques²⁶ en volume a connu une évolution tendancielle croissante en dépit de la

²⁶ Dans l'estimation du taux de dépenses publiques nous avons inclus le montant du déficit budgétaire dans la mesure où ce dernier participe également à la dépense et doit par conséquent être considéré comme une partie intégrante du poids économique de l'Etat

conjoncture économique en vigueur. L'évolution des dépenses publiques a suivi le même trend que celle de l'activité économique ou celle des recettes budgétaires²⁷. Quatre phases ressortent de cette évolution à savoir : une première phase de croissance de dépenses publiques de 1982 à 1987, une deuxième phase de variation erratique avec tendance plus baissière qu'haussière de 1988 à 1996, une troisième phase de reprise de la croissance des dépenses publiques allant de 1997 à 2000 et une dernière phase marquée par une variation erratique avec tendance haussière. De 412 milliards en 1982, les dépenses publiques ont plus que doublé en cinq ans pour atteindre 879 milliards en 1986, avant de se rétablir par la suite à un niveau très bas de 451 milliards en 1994. Pour croître une fois de plus exponentiellement entre 1994 à 2007 (451 milliards en 1994 à 1730 milliards en 2007).

On remarque aisément des effets de seuil. A l'occasion de la crise du milieu des années 1980, de nouveaux paliers sont franchis. Tout se passe comme si cette perturbation a engendré une brutale montée de la part des dépenses publiques dans le PIB (avec un pic de 26,9% en 1987). Mais l'ensemble des mesures prises²⁸ pour juguler la crise a conduit à une nette réduction du poids du secteur public se situant aux alentours de 15% au début des années 1990 et à une stabilisation par la suite qui semble correspondre à un effet de Cliquet. Les signes de reprise observés à partir de 1996 ont induit une hausse vertigineuse des dépenses publiques. Mais la structure des dépenses publiques pendant cette période relève une place prépondérante accordée au service du remboursement de la dette²⁹. Comme le reconnaît Touna Mama : « *un Etat lourdement endetté aurait une propension plus élevée à réallouer sa dépense publique au détriment de ses dépenses d'investissement, devant l'obligation d'assurer le paiement du service de sa dette* ». Cette évolution en « dents de scie » peut être appréciée au regard du Graphique ci-dessus.

L'analyse de la dépense publique en termes de structure, d'allocations sectorielles et de volume va permettre d'avoir une visibilité plus grande dans la recherche d'une meilleure restructuration de celle-ci. La structure des dépenses suivant la classification fonctionnelle a connu une évolution marquée par deux tendances correspondant à deux périodes distinctes. La

²⁷ La dépense est au centre de la politique budgétaire de l'Etat, en ce sens que l'exécution des dépenses se fait toujours en fonction du niveau des recettes réalisées.

²⁸ Les différents programmes d'ajustement structurel (PAS) adoptés par le Cameroun ont défini certaines priorités susceptibles de garantir la reprise économique. C'est le cas des dépenses en capital, des dépenses sociales et d'infrastructures et des dépenses d'intérêts sur la dette extérieure. Le premier programme d'ajustement structurel (PAS) couvrait la période septembre 1988-juin 1990 et l'avant dernier des six programmes du 01 Octobre 2000 au 30 septembre 2003.

²⁹ En 1997, la part du service de la dette dans les dépenses totales est de 34,2% et dans les dépenses courantes 38,9%

1^{ère} période de 1982 à 2003 se traduit par une prédominance des dépenses de souveraineté³⁰ et des dépenses sociales sur les dépenses économiques³¹ qui tout au long de la période se situaient en valeur relative à 10% des dépenses totales avec un pic de 16,8% en 1994 dû essentiellement à la dévaluation observée au cours de cette année là. En valeur réelle, le pic des dépenses dites « économiques » s'élèvent à 143 milliards FCFA au cours de l'année 2003 qui est la première année de mise en œuvre de la vision globale de développement du Cameroun à travers le document de stratégie de réduction de la pauvreté (DSCE). La 2^{nde} période allant de 2004 à 2007 est marquée par une évolution exponentielle des dépenses dites « économiques ». Au cours de cette période, ces dépenses ont presque triplé entre 2003 et 2004 passant de 143 milliards à 386 milliards FCFA pour se situer à 525 milliards en 2005 et atteindre 552 milliards en 2007. Devenant ainsi, le 1^{er} poste de dépenses budgétaires entre les 03 postes de dépenses retenus (voir graphique 2).

Suivant la classification par nature, on distingue les dépenses d'investissement et les dépenses de fonctionnement. Paradoxalement, ces dernières dotées d'un fort caractère incompressible ont toujours été privilégiées par rapport aux dépenses d'investissement très indispensables dans une économie en développement. L'évolution des deux catégories de dépenses est résumée sur le graphique 3. Au cours de la période d'étude, l'évolution des dépenses d'investissement a suivi l'évolution des recettes budgétaires internes puisqu'elles sont financées en grande partie par ces ressources. En 1982 leur niveau se situait à 57 milliards pour atteindre 295 milliards en 1987. Puis il s'en suivit une baisse considérable de ces dépenses jusqu'en 1994 avec 107 milliards. Enfin on observe une hausse de ces dépenses jusqu'en 2007 (381 milliards), résultante des signes de reprise de la croissance économique au Cameroun. Il faut noter que les dépenses en capital sur financement extérieur bénéficient beaucoup aux secteurs sociaux Mais ces dépenses sont fortement marquées par une faiblesse dans l'exécution, due principalement par l'absence de coordination entre le programme pluriannuel et la libération annuelle des tranches budgétaires. Cette situation crée un modèle de dépenses d'investissement « par à-coups » et entrave le processus d'investissement à long terme. Ce faible taux d'exécution s'explique également par d'autres facteurs dont la complexité technique des opérations d'investissement par rapport aux capacités techniques et managériales de l'administration et le manque apparent de volonté de la part des pouvoirs publics de s'attaquer aux problèmes du budget et du secteur public.

³⁰Les secteurs de souveraineté englobent l'ensemble des ministères en plus de la présidence de la république et du premier ministre, qui ont des fonctions générales au niveau de la nation.

³¹Ce sont les dépenses qui concernent les secteurs productifs et d'infrastructure relevant des ministères économiques, des travaux publics et d'urbanisation.

Que l'observation soit faite selon la classification fonctionnelle ou selon la classification catégorielle, il en ressort que pendant la période se situant après la dévaluation, les dépenses publiques n'ont cessé de croître de façon considérable mais avec une proportion importante et stable dans le produit intérieur brut, en moyenne 18,8%. Cette croissance des dépenses publiques est elle justifiée par le niveau de développement du Cameroun ?

b) ANALYSE EMPIRIQUE DE LA CROISSANCE DES DEPENSES PUBLIQUES AU CAMEROUN

Il ressort de la brève revue de littérature exposée plus haut qu'il existe des facteurs de demande ou d'offre explicatifs de la hausse des dépenses publiques. Ainsi, la modélisation retenue pour cette étude se présente en deux équations : soit une équation où les dépenses publiques sont expliquées par les facteurs d'offre appelée équation d'offre ; une autre où ces dépenses sont expliquées par les facteurs de demande appelée équation de demande. Nous admettons en s'inspirant d'Henrekson et Lybeck (1988), la condition du maximum qui a été testée par Trottier (1995) au Canada : quand la demande est supérieure à l'offre, c'est la demande qui détermine le niveau des dépenses publiques, puisque les gouvernants réagissent directement à l'augmentation de la demande même si cela peut entraîner un déficit. Les dépenses totales représentent la variable principale à expliquer. Nous y retiendrons les deux grandes rubriques des dépenses publiques que sont : les dépenses publiques d'investissement et de fonctionnement pour pouvoir expliquer également leur évolution. Nous utiliserons alors trois variables dépendantes : **G** : Part des dépenses totales dans le PIB, **GF** : Part des dépenses de fonctionnement dans le PIB, **GI** : Part des dépenses d'investissement dans le PIB. A partir de tout ceci, notre modèle se présente comme suit :

$$G^D = \beta_0 + \beta_1 \text{URBAN} + \beta_2 \text{LogPOP} + \beta_3 Y + \beta_4 \text{RELPRICE} + \beta_5 \text{XM} + \beta_6 D_1 + \varepsilon$$

Avec ε terme aléatoire et β_0 constante (1) *Equation de demande*

$$G^S = \alpha_0 + \alpha_1 \text{RELPRICE} + \alpha_2 \text{PUB} + \alpha_3 \text{DIRTAX} + \alpha_4 \text{DEFICIT} + \alpha_5 D_1 + \alpha_6 \text{Dumcoal} + \mu$$

Avec α_0 constante et μ terme aléatoire (2) *Equation d'offre*

Avec : **URBAN** la proportion de population urbaine dans la population totale ; **LogPOP** le logarithme de la population totale ; **Y** le revenu réel per capita au prix constant 2006 ; **RELPRICE** le rapport entre l'indice de prix à la consommation (pris comme le déflateur implicite de consommation du gouvernement) et le déflateur implicite du PIB ; **XM** la somme des exportations et importations divisées par le PIB ; **PUB** l'effectif total des employés du gouvernement en milliers ; **DIRTAX** la proportion des impôts et taxes dans le PIB ; **DEFICIT** la proportion du déficit budgétaire du gouvernement dans le PIB ;

DUMCOAL la variable égale à 1 si le gouvernement est à l'intérieur d'une coalition et égale à 0 sinon ; **D₁** une variable Dummy pour la stabilité macroéconomique ; $D_1 = 0$ pour les années de récession (1986-1995) et $D_1 = 1$ pour les années dites de croissance (1982-1985 et 1996-2007). A l'aide des variables **URBAN**, **LogPOP** et **Y** nous pouvons tester l'hypothèse de Wagner en tenant compte du changement démographique. L'augmentation de la population a un effet positif sur la demande de biens fournis par le gouvernement. L'effet de Baumol (il y a accroissement du prix relatif du bien public avec une demande inélastique par rapport au prix) sera testé identiquement dans l'équation de demande et d'offre en utilisant la variable **RELPRICE**. La redistribution aux groupes de pression est mesurée par une variable : **XM** l'ouverture de l'économie, qui nous permettra de tester l'effet positif de l'ouverture de l'économie sur la croissance des dépenses publiques. Le signe du coefficient de la variable explicative **PUB** devrait être positif suivant la théorie de Niskanen qui suppose que les employés du gouvernement ont une préférence pour avoir des budgets trop élevés. La présence de la variable **DI** reflète en quelque sorte l'effet de récession. Suivant la pensée keynésienne, le gouvernement devrait augmenter ses dépenses publiques en présence de récession d'où le signe de α_5 devrait être positif (négatif dans le cas contraire). La variable **DIRTAX** est utilisée pour mesurer la capacité fiscale du gouvernement. Logiquement, on devrait s'attendre à ce qu'une hausse des recettes fiscales induise une hausse des dépenses publiques ($\alpha_3 > 0$). La variable **DEFICIT** est un indicateur de mesure pour traduire le recours de l'Etat à l'emprunt extérieur pour faire face aux difficultés de financement des biens publics. L'effet est donc positif. Lorsqu'il y a plusieurs partis au pouvoir, cela augmente l'habileté des groupes d'intérêt à influencer le niveau des dépenses publiques à la hausse. La variable dichotomique **DUMCOAL** teste cet effet positif sur le niveau des dépenses publiques. Dans le cas du Cameroun, cette variable prendra la valeur 0 pour la période d'étude.

Pour déterminer les facteurs qui influencent la croissance des dépenses publiques nous procédons successivement à des tests de stationnarité (Dickey-Fuller augmenté) et de co-intégration (Engle-Granger) sur les séries utilisées dans nos équations d'offre et de demande. Les données utilisées pour capter ces variables ont été tirées des différentes lois de finance (1982-2007), des rapports économiques et financiers de la nation qui sont produits chaque année par le ministère des finances et des rapports d'activités de la BEAC.

Les caractéristiques des variables utilisées sont déterminées à l'aide du test de stationnarité de Dickey-Fuller augmenté (ADF) après application du critère d'information d'Akaike à toutes

les variables des 02 équations. Les résultats de la stationnarité sont présentés dans le tableau suivant :

Tableau 1 : Caractéristiques des séries temporelles de nos équations

Variables	Statistiques ADF en niveau	Statistiques ADF en différence 1ère	Ordre d'intégration
G*	-2.393097	-3.556919**	I (1)
Urban*	-2.545678	-7.248888**	I (1)
Logpop	-2.833045	-2.225560**	I (1)
Y	-2.473103	-1.991981**	I (1)
Relprice*	-2.358061	-3.557491**	I (1)
XM*	-2.301279	-3.157835**	I (1)
Pub*	2.480086	-3.258461**	I (1)
Dirtax*	-2.215199	-4.500953**	I (1)
Deficit*	-0.925688	-5.306786**	I (1)

Notes :** indique la significativité à 5% c'est-à-dire la valeur de ADF est inférieure à la valeur critique ;

*Toutes ces variables explicatives ont le même nombre de retard, $p=1$

A la lecture du tableau 1, on se rend bien compte que les séries définies sont toutes non stationnaires à niveau, mais stationnaires lorsque définies en différence première. Elles sont toutes intégrées d'ordre 1, l'on peut penser à l'existence d'une relation de co-intégration entre elles. Ainsi, le test de co-intégration en 02 étapes d'Engle et Granger est effectué. A l'issue des estimations de la première étape (voir tableau 2 en annexe), il convient de tester la stationnarité des résidus de chacune des équations de long terme en utilisant les valeurs critiques tabulées par Engle et Yoo (1987). Les résultats du test, tableaux 3 et 4 en annexe permettent d'accepter l'hypothèse de stationnarité de la série des résidus, alors nos équations de demande et d'offre sont des relations de co-intégration. En présence de telles relations de co-intégration, de meilleurs résultats sont obtenus en estimant plutôt un modèle à correction d'erreur (MCE). Les résultats de l'estimation de notre MCE sont donnés dans le tableau 5.

En substituant notre variable dépendante par chaque catégorie de dépenses (fonctionnement ou investissement) et en appliquant notre méthodologie, nous obtenons des résultats satisfaisants (voir tableau 6 et 7 en annexe) qui nous permettent d'avoir une vue d'ensemble des déterminants de l'évolution de chaque catégorie de dépenses publiques.

De l'estimation de la relation de demande des dépenses publiques (tableau 5), il en ressort que la variable (revenu réel per capita) est significative et le signe prédit (positif) est obtenu. Ce résultat conforme à la théorie, traduit une relation positive entre la part des dépenses publiques et le PIB per capita. On remarque alors que la loi de Wagner est validée dans notre modèle. Une étude faite en 1988 par Abizadeh et Yousefi confirmait aussi un effet positif du

revenu réel sur la croissance des dépenses publiques au Canada entre 1945 et 1984, une autre étude faite par Ram (1987) appuie la loi de Wagner pour 115 pays en série chronologique.

La variable *Urban*, bien qu'elle soit non significative, possède un coefficient de signe négatif qui reflète une relation non positive entre les dépenses publiques et le taux d'urbanisation. Résultats déjà obtenus par Muller et Murell (1985). Ces auteurs n'ont pas trouvé de relation positive entre les dépenses publiques et l'urbanisation à travers les pays.

Le degré d'ouverture de l'économie, capté ici par la part des exportations et des importations dans le PIB, a une influence négative sur les dépenses publiques à un niveau peu significatif.

L'effet de Baumol, c'est-à-dire l'accroissement du prix relatif du bien public avec une demande inélastique par rapport au prix, ne s'observe pas ici. Car le coefficient de la variable *Relprice* est non significatif.

Mais au regard du taux de croissance des dépenses publiques à travers le modèle à correction d'erreur, seul le taux de croissance du revenu réel est significatif. Plus intéressant encore, le coefficient du terme de correction d'erreur est significatif et négatif. Ce qui, tout en validant la représentation à correction d'erreur, indique la convergence des trajectoires de la série des dépenses publiques vers la cible de long terme. Ainsi, les chocs sur les dépenses publiques au Cameroun se corrigent par effet de « feed-back ». En d'autres termes, un choc constaté au cours d'une année donnée est entièrement résorbé au bout de l'année suivante.

Au regard de l'estimation de la relation de l'offre des dépenses publiques (tableau 5), nous remarquons que l'effet de Baumol a une influence sur l'offre des dépenses publiques au Cameroun. La production de services publics non marchands connaît en effet de faibles gains de productivité, ce qui explique le développement des dépenses publiques afin de soutenir la production de ces services publics essentiels. Ainsi l'intervention de l'Etat a beaucoup porté ces dernières années sur des activités telles que l'éducation, la santé, la défense nationale (...), autant d'activités où les gains de productivité sont faibles sinon absents.

Une autre variable significative sur l'offre des dépenses publiques est la part des impôts et taxes dans le PIB. Elle a un impact positif sur le niveau des dépenses publiques. Ce qui est conforme à la théorie et à la pratique, en ce sens que la dépense est au centre de la politique budgétaire de l'Etat, et l'exécution des dépenses se fait toujours en fonction du niveau des recettes réalisées.

Un résultat intéressant qu'il convient de souligner est la non significativité de la variable *PUB* dans l'explication du niveau des dépenses publiques. Cette absence de relation entre les deux variables, contrairement à la théorie de la bureaucratie de Niskanen, traduit le fait que les

employés du gouvernement n'ont pas une préférence pour avoir des budgets trop élevés. Mais en considérant l'analyse de Miller qui distingue le pouvoir politique du pouvoir bureaucrate (celui des employés du gouvernement), nous sommes tentés de penser que ce résultat est dû au fait que le pouvoir bureaucrate est exclu du processus d'élaboration du budget au Cameroun ce qui revient plus au pouvoir politique.

A l'observation du modèle à correction d'erreur de l'offre des dépenses publiques, nous remarquons que le taux de croissance de l'offre des dépenses publiques est expliqué significativement par des taux de croissance des variables *Relprice*, *Dirtax* et *Deficit*. Le déficit budgétaire n'influence pas en niveau l'offre des dépenses publiques mais son taux de croissance a un impact positif sur le taux de croissance des dépenses publiques. Le coefficient du terme de correction d'erreur est significatif et négatif, alors il y a convergence de la série vers la cible de long terme.

Cette analyse peut également être faite pour les résultats présentés dans les tableaux 6 et 7 en annexe sur les dépenses de fonctionnement et d'investissement. A la lecture de la relation de long terme des deux catégories de dépenses publiques, on observe que les variables *Urban*, *Logpop* et *Y*, utilisées par Henrekson et Lybeck pour tester l'hypothèse de Wagner dans le cas de la Suède, sont significatives à des degrés divers. Le taux d'urbanisation explique positivement la demande des dépenses publiques de fonctionnement, la population totale et le revenu réel ont plutôt un impact positif sur la demande des dépenses publiques d'investissement.

Lorsque l'on s'attarde sur l'offre de chaque catégorie de dépenses on se rend bien compte que la variable *PUB* (les employés du gouvernement) explique la croissance des dépenses de fonctionnement ainsi que notre variable *Dummy* de l'instabilité macroéconomique. Cette dernière explique également le niveau de l'offre des dépenses publiques d'investissement, de même que l'effet de Baumol et la part des taxes et impôts sur le PIB.

On constate en outre que, le taux de croissance des dépenses publiques d'investissement dépend de façon positive du taux de croissance passé de ces mêmes dépenses. Ce qui n'est pas le cas ni pour les dépenses de fonctionnement, ni pour les dépenses publiques totales. Ce dernier résultat est quelque peu surprenant du point de vue des théories mettant en avant le rôle des habitudes de consommation, selon lesquelles ce résultat s'observerait sur les dépenses de fonctionnement (dépenses de consommation du gouvernement).

IMPLICATION DE POLITIQUE ECONOMIQUE ET CONCLUSION

L'analyse de la dépense publique en termes de structure, d'allocations sectorielles et de volume va nous permettre d'avoir une visibilité plus grande dans la recherche d'une meilleure restructuration de celle-ci. Cependant, il est nécessaire d'assurer davantage une allocation qualitative de la dépense pour préserver l'amélioration du niveau de vie de population, guidé par le respect du principe de rationalisation des choix budgétaires³². Selon Weber, ce principe est une forme d'approche des choix en matière des dépenses publiques qui s'efforce de substituer dans la mesure où cela est possible et justifié, la rationalité économique au processus politique de recherche d'un consensus. C'est ce principe qui justifie l'élaboration dans le DSRP d'un cadre des dépenses à moyen terme (CDMT).

Le CDMT sert de cadre pour mettre en cohérence financière les stratégies sectorielles et le budget de l'Etat. Il permet de chiffrer les implications budgétaires des stratégies sectorielles et de réconcilier les besoins de financement des stratégies avec les ressources générées par la croissance (ressources propres) ou provenant des appuis extérieurs. Le CDMT assure ainsi la cohérence entre le budget prévisionnel où les dépenses sont classées selon une approche fonctionnelle (par secteur ou par ministères) et le TOFE prévisionnel où elles sont agrégées et projetées selon une classification par nature économique (courant ou capital). Le CDMT assure enfin la cohérence entre le niveau des dépenses de fonctionnement et des dépenses d'investissement. Il constitue aussi un instrument de politique budgétaire ciblée. Ce cadrage nous permettra d'atteindre un objectif, dans l'optique de résorber le souci de bonne gouvernance, à savoir celui de la maîtrise des dépenses publiques qui ne signifie nullement une réduction drastique de celles-ci. Tout ceci n'aura de réussite qu'avec une bonne visibilité de l'évolution passée des dépenses publiques.

La validité de toutes les théories énoncées a été testée en partant de l'hypothèse que le niveau de développement explique favorablement la hausse tendancielle des dépenses publiques. Tous ces arguments développés s'avèrent pertinentes pour l'analyse et la compréhension de l'évolution des dépenses publiques au Cameroun. Les principaux résultats de nos estimations révèlent que :

- le niveau du revenu réel est la principale cause de la croissance de la demande des dépenses publiques ;
- la faible productivité des services publics et le montant des impôts et taxes agissent plutôt sur l'offre des dépenses publiques ;

³² Elle est une recherche méthodique qui, en utilisant toute technique disponible d'analyse, de calcul, de prévision, d'organisation et de gestion, vise à la concrétisation efficace d'une politique publique.

- les effectifs de plus en plus croissants des fonctionnaires expliquent la croissance des dépenses publiques de fonctionnement ;
- et enfin le taux de croissance des dépenses publiques d'investissement dépend de façon positive de son taux de croissance passé.

Comme le reconnaissent les institutions de Bretton Woods³³, l'atteinte des OMD passera par l'accroissement des dépenses et le renforcement de l'efficacité de celles-ci. Il est donc crucial pour nos pays d'améliorer leurs systèmes budgétaires. La faiblesse de nos systèmes peut miner la planification, l'exécution et l'information budgétaire, entraînant un gaspillage de ressources publiques déjà limitées³⁴. L'une des mesures prises et que nous soutenons énergétiquement, pour consolider la gestion des finances publiques, est la mise en place d'un cadre comptable adapté et cohérent afin de suivre l'exécution des dépenses à travers le CDMT, qui permet une cohérence financière entre les stratégies sectorielles et le budget de l'Etat. Enfin nous faisons deux recommandations :

- La priorisation des dépenses publiques pour les pauvres à savoir les dépenses dans les secteurs de réduction de la pauvreté. Il s'agira d'accroître les allocations budgétaires, en faveur des secteurs sociaux tels que l'éducation, la santé, l'assainissement (...), d'une part qui ont un impact sur l'offre des services sociaux pour les rendre disponibles, et d'autre part en faveur des secteurs générateurs de revenu pour lesquels les populations pauvres ont un avantage comparatif.
- Les dépenses publiques soient des dépenses pour OMD c'est-à-dire qui visent à atteindre ces OMD souscrits par le gouvernement camerounais. En d'autres termes, il s'agit de mettre en adéquation le cadre budgétaire aux OMD.

ANNEXE

Tableau 2 : Equation de long terme des dépenses publiques

Dependent Variable: G
Method: Least Squares
Sample: 1 25
Included observations: 25

Equation de long terme de la demande des dépenses publiques

³³A l'occurrence le Fonds monétaire international et la Banque mondiale.

³⁴ Des enquêtes de suivi des dépenses révèlent des déperditions importantes de fonds publics dans certains pays : de 1991 à 1995, moins de 15% des dépenses d'éducation est parvenue aux écoles en Ouganda. D'autres études signalent des fuites d'environ 60% dans les dépenses d'éducation en Zambie en 2002 et en Tanzanie en 1999.

Variable	Coefficient	Std. Error	t-Statistic	Prob.
C	-1186.348	1301.972	-0.911193	0.3742
URBAN	-2.128388	2.315886	-0.919038	0.3702
LOGPOP	180.3363	196.2747	0.918795	0.3704
Y	0.028906**	0.009872	2.928058	0.0090
RELPRICE	-0.005284	11.39550	-0.000464	0.9996
XM	-0.188416***	0.110856	-1.699649	0.1064
D1	2.955158	1.759674	1.679378	0.1104
R-squared	0.490892	Mean dependent var		19.18920
Adjusted R-squared	0.321189	S.D. dependent var		2.940625
S.E. of regression	2.422781	Akaike info criterion		4.839205
Sum squared resid	105.6576	Schwarz criterion		5.180490
Log likelihood	-53.49006	F-statistic		2.892654
Durbin-Watson stat	1.599845	Prob(F-statistic)		0.037365

Equation de long terme d'offre des dépenses publiques

Variable	Coefficient	Std. Error	t-Statistic	Prob.
C	-9.592631	6.356395	-1.509131	0.1477
RELPRICE	14.90246**	5.650364	2.637434	0.0162
PUB	-0.019549	0.016352	-1.195532	0.2466
DIRTAX	1.186293*	0.155447	7.631506	0.0000
DEFICIT	0.073476	0.161293	0.455542	0.6539
D1	-0.225752	1.288239	-0.175241	0.8627
R-squared	0.783362	Mean dependent var		19.18920
Adjusted R-squared	0.726352	S.D. dependent var		2.940625
S.E. of regression	1.538282	Akaike info criterion		3.904773
Sum squared resid	44.95993	Schwarz criterion		4.197303
Log likelihood	-42.80966	F-statistic		13.74076
Durbin-Watson stat	1.731672	Prob(F-statistic)		0.000009

Notes : * indique une significativité à 1%, ** indique une significativité à 5%, *** indique une significativité à 10%. Estimation sous Eviews

Tableau 3 : Test de stationnarité sur la série de résidu de l'équation de demande

ADF Test Statistic	-2.986214	1% Critical Value*	-2.6700
		5% Critical Value	-1.9566
		10% Critical Value	-1.6235

*MacKinnon critical values for rejection of hypothesis of a unit root.

Augmented Dickey-Fuller Test Equation

Dependent Variable: D(RES)

Method: Least Squares

Sample(adjusted): 3 25

Included observations: 23 after adjusting endpoints

Variable	Coefficient	Std. Error	t-Statistic	Prob.
----------	-------------	------------	-------------	-------

RES(-1)	-0.826096	0.276637	-2.986214	0.0070
D(RES(-1))	0.030724	0.218440	0.140654	0.8895
R-squared	0.400402	Mean dependent var		-0.041877
Adjusted R-squared	0.371850	S.D. dependent var		2.771200
S.E. of regression	2.196340	Akaike info criterion		4.494403
Sum squared resid	101.3021	Schwarz criterion		4.593142
Log likelihood	-49.68564	Durbin-Watson stat		1.941673

Source : Auteur, à partir d'Eviews

Tableau 4 : Test de stationnarité sur la série de résidu de l'équation d'offre

ADF Test Statistic	-3.580740	1% Critical Value*	-2.6700
		5% Critical Value	-1.9566
		10% Critical Value	-1.6235

*MacKinnon critical values for rejection of hypothesis of a unit root.

Augmented Dickey-Fuller Test Equation

Dependent Variable: D(RES)

Method: Least Squares

Sample(adjusted): 3 25

Included observations: 23 after adjusting endpoints

Variable	Coefficient	Std. Error	t-Statistic	Prob.
RES(-1)	-1.002515	0.279974	-3.580740	0.0018
D(RES(-1))	0.098987	0.210588	0.470053	0.6432
R-squared	0.475376	Mean dependent var		0.052842
Adjusted R-squared	0.450394	S.D. dependent var		1.879208
S.E. of regression	1.393158	Akaike info criterion		3.583965
Sum squared resid	40.75870	Schwarz criterion		3.682704
Log likelihood	-39.21560	Durbin-Watson stat		2.094520

Source : Auteur, à partir de Eviews

Tableau 5 : Modèle MCE des dépenses publiques suivant la méthode d'Engle et Granger

Dependent Variable: D(G)

Method: Least Squares

Sample(adjusted): 3 25

Included observations: 23 after adjusting endpoints

Modèle MCE de la demande des dépenses publiques

Variable	Coefficient	Std. Error	t-Statistic	Prob.
C	3.812530	6.171253	0.617789	0.5466
D(URBAN)	-0.623650	1.459125	-0.427414	0.6756
D(LOGPOP)	-185.9365	467.6875	-0.397566	0.6969

Essai de justification de la croissance des dépenses publiques au Cameroun

D(Y)	0.048616**	0.018328	2.652575	0.0189
D(RELPRICE)	11.96330	7.213294	1.658508	0.1194
D(XM)	-0.099674	0.088147	-1.130775	0.2771
D1	-1.595847	1.706004	-0.935430	0.3654
RES(-1)	-0.841896*	0.267824	-3.143461	0.0072
D(G(-1))	0.265411	0.219686	1.208137	0.2470

R-squared	0.665570	Mean dependent var	-0.076957
Adjusted R-squared	0.474467	S.D. dependent var	2.758418
S.E. of regression	1.999677	Akaike info criterion	4.510020
Sum squared resid	55.98192	Schwarz criterion	4.954344
Log likelihood	-42.86523	F-statistic	3.482786
Durbin-Watson stat	2.154870	Prob(F-statistic)	0.020039

Modèle MCE de l'offre des dépenses publiques

C	0.125805	0.482833	0.260555	0.7980
D(RELPRICE)	11.23269***	5.471975	2.052766	0.0580
D(PUB)	-0.065140	0.057004	-1.142731	0.2711
D(DIRTAX)	1.047095*	0.145196	7.211592	0.0000
D(DEFICIT)	0.151665***	0.082319	1.842406	0.0853
D1	0.331344	0.657705	0.503789	0.6217
RES(-1)	-0.853880*	0.231671	-3.685743	0.0022
D(G(-1))	0.077315	0.119077	0.649286	0.5260

R-squared	0.815568	Mean dependent var	-0.076957
Adjusted R-squared	0.729500	S.D. dependent var	2.758418
S.E. of regression	1.434642	Akaike info criterion	3.827916
Sum squared resid	30.87297	Schwarz criterion	4.222871
Log likelihood	-36.02104	F-statistic	9.475841
Durbin-Watson stat	2.347233	Prob(F-statistic)	0.000156

Notes : * indique une significativité à 1%, ** indique une significativité à 5%, *** la significativité est à 10%.

Source : Auteur, à partir d'EvIEWS

Tableau 6 : Dynamique de long terme selon la catégorie des dépenses publiques

variables	dépenses publiques de fonctionnement (GF)		Dépenses publiques d'investissement (GI)	
	coefficient	t-student	coefficient	t-student
Equation de demande				
Constance	1375.894***	1.873437	-1349.387**	-2.200372
Urban	2.479099***	1.897722	-2.413815**	-2.212831
Logpop	-204.2339***	-1.844673	202.4800**	2.190177
Y	-0.009961***	-1.788657	0.018736*	4.029201

Essai de justification de la croissance des dépenses publiques au Cameroun

Relprice	-6.468841	-1.006349	6.826760	1.271869
XM	-0.102313	-1.636170	-0.029826	-0.571215
D1	-1.519360	-1.530680	-1.047490	-1.263802
Equation d'offre				
Constance	15.65732**	2.525877	-7.342224	-1.424455
Relprice	-2.511794	-0.455841	9.476964***	2.068355
Pub	0.028274***	1.773075	-0.019350	-1.459290
Dirtax	-0.139599	-0.920890	0.453082*	3.594410
Déficit	-0.184929	-1.175693	0.042490	0.324865
D1	-3.125019**	-2.487494	-2.022606***	-1.936185

Notes : * indique une significativité à 1%, ** indique une significativité à 5%, *** indique une significativité à 10%.

Source : Compilation de l'auteur.

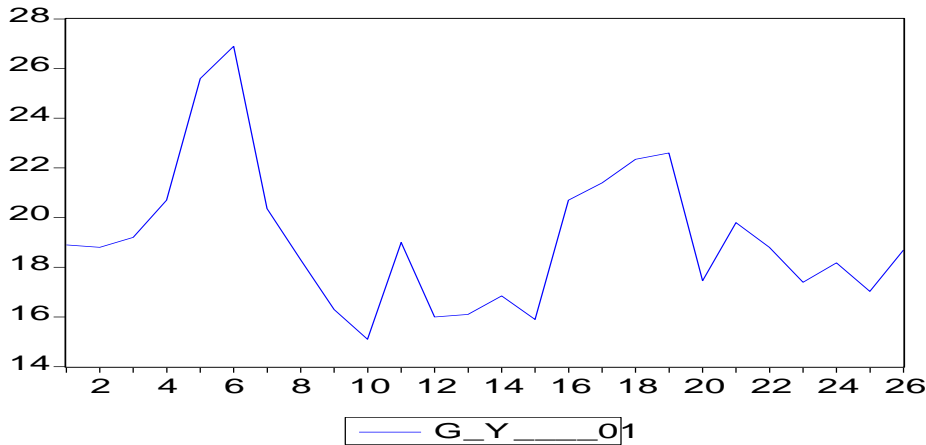
Tableau 7 : Dynamique de court terme selon la catégorie des dépenses publiques

Variables	Accroissement des dépenses publiques de fonctionnement (D(GF))		Accroissement des dépenses publiques d'investissement (D(GI))	
	coefficient	t-student	coefficient	t-student
Equation de demande				
Constante	1.601297	0.370993	1.754366	0.623781
D(URBAN)	2.581046**	2.497494	-2.007586*	-3.126485
D(LOGPOP)	-361.8393	-1.112134	79.94645	0.382176
D(Y)	-0.019689	-1.575984	0.032164*	4.201947
D(RELPRICE)	-5.823761	-1.162819	8.261404**	2.523208
D(XM)	-0.098003	-1.537231	-0.043370	-1.246626
D1	-0.139941	-0.120650	-1.061891	-1.408920
RES(-1)	-1.515447*	-3.420175	-1.034354*	-4.490882
D(F(-1)) / D(I(-1))	0.159382	0.649573	0.314811***	2.017447
Equation d'offre				
Constante	-0.183945	-0.355575	0.227795	0.681862
D(RELPRICE)	-4.076207	-0.726967	7.731173***	1.905094
D(PUB)	0.128772**	2.235600	-0.020352	-0.533998
D(DIRTAX)	-0.147114	-0.948561	0.410581*	3.917180
D(DEFICIT)	-0.058372	-0.629256	0.120837***	2.035792
D1	-0.651437	-0.954390	-0.140919	-0.310369
RES(-1)	-1.557329*	-4.498542	-0.966366*	-4.313199
D(F(-1)) / D(I(-1))	0.413559	1.655797	0.343480***	2.088452

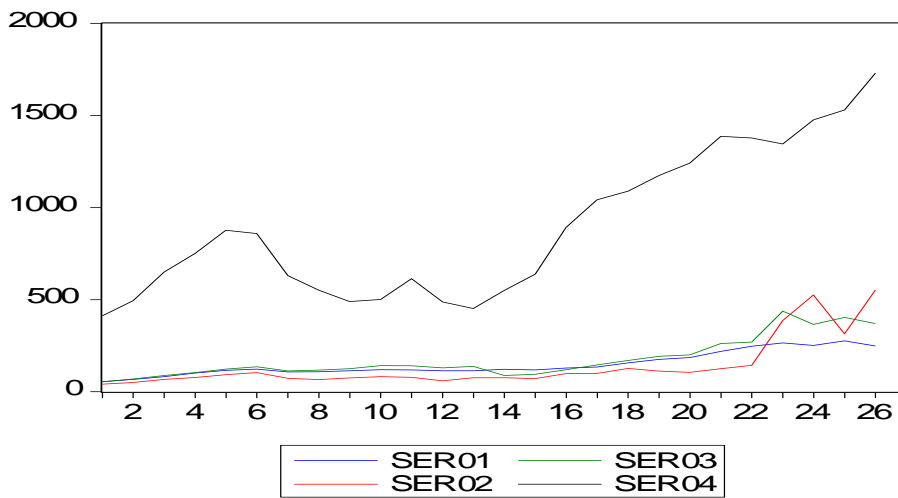
Notes : * indique une significativité à 1%, ** indique une significativité à 5%, *** indique une significativité à 10%.

Source : Compilation de l'auteur.

Graphique 1 : Taux de dépenses publiques de 1982-2007

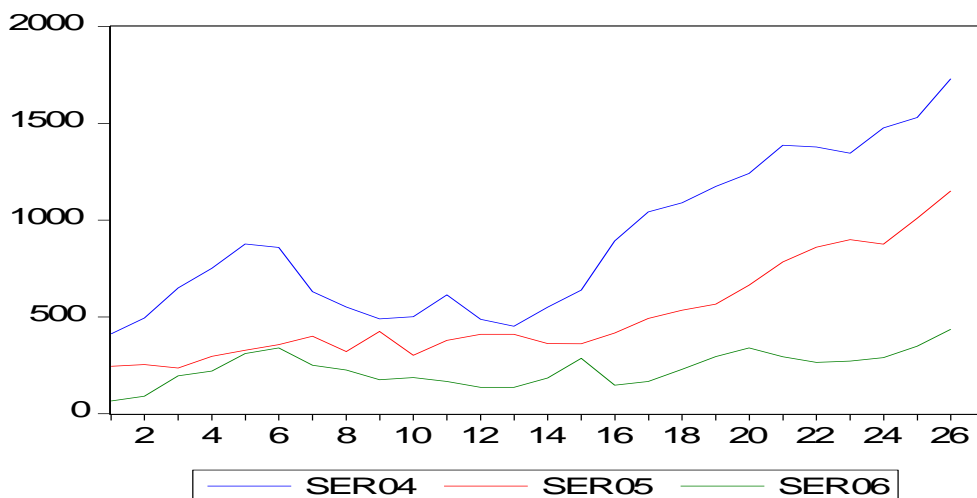


Graphique 2 : Evolution des dépenses publiques selon la classification fonctionnelle



SER 01 Dépenses de souveraineté, **SER 03** Dépenses sociales, **SER 02** Dépenses économiques, **SER04**Dépenses totales

Graphique 3 : Courbe des dépenses totales, de fonctionnement et d’investissement



SER 04 Dépenses totales, **SER 06** Dépenses d’investissement, **SER 05** Dépenses de fonctionnement

REFERENCES

- Abizadeh S. et Yousefi M. (1988):** « The growth of government expenditure: the case of Canada », Public Finance Quarterly.
- Aghion P. et Howitt P. (1992):** « A model of growth through creative destruction », *Econometrica*, vol 60.
- Barro R.J. (1991):** « Economics growth in a cross section of countries », *Quarterly journal of Economics*, 106.
- Banque mondiale (1995):** Un continent en transition : L'Afrique subsaharienne au milieu des années 90, région Afrique, Washington.
- Baumol W.J. (1967):** « The macroeconomics of unbalanced growth », *American Economic Review*
- Bernard J. (1985) :** *Economiepublique, Economica*
- Bird R.M. (1972):** « The displacement effect : a critical note », public finance.
- Black D. (1948):** « On the rationale of group decision making », *Georges Allen and Unwin, UK.*
- Blais A. et Nadeau R. (1992):** « The electoral budget cycle », public choice 74
- Borcheding T.E. (1977):** « Budgets and bureaucrats: the sources of Government growth », *Duke U.P., 1977.*
- Bourbonnais R. (2002):** *Econométrie, Dunod, 4e Edition.*
- Bresson G. et Pirote A. (1995) :** *Econométrie des séries temporelles, PUF, Paris.*
- Crozet Y. (1997) :** *Analyse économique de l'Etat, Armand Collin.*
- D'alcantara G. etBarten A.P. (1976):** « Long run relation between public and private expenditures in EEC countries », North Holland publication.
- Delas JP. (2001) :** *Economie contemporaine : faits, concepts, théories, Ellipses, Paris.*
- Diamond J. (1977):** « Econometric testing of the displacement effects- a reconsideration », public finance.
- Dickey D.A. et Fuller W.A. (1981):** « Likelihood ratio statistics for autoregressive time series with a unit root », *Econometrica.*
- Direction de la Statistique et de la Comptabilité Nationale/Ministère de l'Economie et des Finances (DSCN/MINEFI). 2001. Enquête Camerounaise auprès des Ménages, Edition II (ECAM II), Yaoundé.
- Direction générale du Budget/Ministère des finances (2009) :** *Lois de finance et de règlement 1982-2009, Yaoundé.*
- Dudley L. etMontmarquette C. (1992):** « Is public spending determined by voter's choice or fiscal capacity », *Review of Economics and Statistic.*
- Engle R.F. et Granger C.W.J. (1987):** « Cointegration and error correction: representation, estimation and testing », *Econometrica.*
- F.M.I. :** « Dépenses publiques : fondement et structures », institut du FMI
- Gandhi V.P. (1978):** « Wagner's law of public spending: do recent cross-section studies confirm it ? », *Public Finance.*
- Granger C.W.J. (1983):** « Cointegrating variables and error correcting models », *UCSD Discussion paper.*
- Gupta S. et Tareq S. (septembre 2008):** « Mobilisations des recettes », *Finances et développement.*
- Lybeck J.A. etHenreckson M. (1988):** « Explaining the growth of government », North Holland, Amsterdam. Voir à ce sujet l'excellente synthèse de J. LECAILLON (1988) : « L'inexorable croissance du secteur public : un point de vue international », *SEDEIS, No 65, pp 207-211.*
- Meltzer A.H. et Richard S.F. (1983):** « Tests of a rational theory of size of government », *Public choice, vol41.*
- Mignon V. et Lardic S. (2002) :** *Econométrie des séries temporelles macroéconomiques et financières, Economica*
- Muller D.C. et Murell P. (1985) :** « Interest groups and the political economy of government size », in Forte F. et Peacock A.: « Public expenditure and government growth », *Oxford.*
- Musgrave R.A. (1959):** *Theory of public finance, New York, USA, McGraw Hill.*
- Niskanen W.J. (1971):** *Bureaucracy and representative government, Chicago, Aldine Atherton.*
- Nubukpo K. (2007) :** « Dépenses publiques et croissance des économies de l'UEMOA », *Cirad*
- Peacock A.T. et Wiseman J. (1967):** *The growth of public expenditures in the United Kingdom 1890-1955, Allen and Unwin, London.*
- Peltzman S. (1980):** « The growth of government », *Journal of Law and Economics, vol 23, n°2.*
- Ram R. (1987):** « Wagner's hypothesis in time series and cross-section perspectives: evidence from real data 115 countries », *the Review of Economics and Statistics.*
- Tamba I. (2005) :** « Etat et le développement dans les pays de la CEMAC : une perspective historique », *études et statistiques de la BEAC.*
- Touna Mama, Kamgnia DIA B., Ouédraogo J. et Zeufack A. (2002) :** « Ajustement structurel et investissement privé en Afrique : les cas du Burkina Faso, du Cameroun et de la Côte d'Ivoire », *les cahiers du SISERA.*
- Trottier J. (1995) :** « Etude de la détermination des dépenses publiques au Canada », *Université de Montréal.*
- Tsafack N. R. (2005) :** *Budget et politique économique en Afrique, édition clé.*
- Wagner A. (1909-1913) :** *Les fondements de l'économie politique, Paris, 5 volumes.*
- Weber L. (1978) :** *Analyse économique des dépenses publiques, P.U.F.*